

**CONVENTION**

**ENTRE**

**LE ROYAUME DE BELGIQUE**

**ET**

**LA REPUBLIQUE DE POLOGNE**

**TENDANT A EVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET A PREVENIR LA FRAUDE  
ET L'EVASION EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE**

**CONVENTION  
ENTRE  
LE ROYAUME DE BELGIQUE  
ET  
LA REPUBLIQUE DE POLOGNE  
TENDANT A EVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET A PREVENIR LA FRAUDE  
ET L'EVASION EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE**

**LE ROYAUME DE BELGIQUE**

**ET**

**LA REPUBLIQUE DE POLOGNE,**

**DESIREUX** de conclure une nouvelle Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude et l'évasion en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ,

**SONT** convenus des dispositions suivantes :

## CHAPITRE I.- CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

### ARTICLE 1ER

#### Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

### ARTICLE 2

#### Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :

a) en ce qui concerne la Belgique :

1. l'impôt des personnes physiques;
2. l'impôt des sociétés;
3. l'impôt des personnes morales;
4. l'impôt des non-résidents;
5. la contribution complémentaire de crise;

y compris les précomptes, les centimes additionnels auxdits impôts et précomptes ainsi que les taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques, (ci-après dénommés "l'impôt belge");

b) en ce qui concerne la Pologne :

1. l'impôt sur le revenu des personnes physiques;
2. l'impôt sur le revenu des personnes morales;

(ci-après dénommés "l'impôt polonais").

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

## **CHAPITRE II.- DEFINITIONS**

### **ARTICLE 3**

#### **Définitions générales**

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
- a) 1. le terme "Belgique", désigne le Royaume de Belgique; employé dans un sens géographique, il désigne le territoire du Royaume de Belgique, y compris la mer territoriale ainsi que les zones maritimes et les espaces aériens sur lesquels, en conformité avec le droit international, le Royaume de Belgique exerce des droits souverains ou sa juridiction;
  - 2. le terme "Pologne", désigne la République de Pologne; employé dans un sens géographique, il désigne le territoire de la République de Pologne, y compris les zones au-delà de ses eaux territoriales sur lesquelles, en vertu de la législation de la République de Pologne et en conformité avec le droit international, la République de Pologne exerce ses droits souverains sur le lit de la mer, son sous-sol et leurs ressources naturelles;
  - b) les expressions "un Etat contractant" et "l'autre Etat contractant" désignent, suivant le contexte, la Belgique ou la Pologne;
  - c) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;
  - d) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition dans l'Etat dont elle est un résident;
  - e) les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;
  - f) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire, un aéronef ou un véhicule ferroviaire ou routier exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire, l'aéronef ou le véhicule ferroviaire ou routier n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;
  - g) l'expression "autorité compétente" désigne :
    - 1. en ce qui concerne la Belgique, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé, et
    - 2. en ce qui concerne la Pologne, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé;

h) Le terme "national" désigne :

1. toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant;
  2. toute personne morale, société de personnes et association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.
2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue à ce moment le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

#### ARTICLE 4

##### Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1er, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :
  - a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
  - b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;
  - c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité;
  - d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1er, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

## ARTICLE 5

### Établissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :
  - a) un siège de direction,
  - b) une succursale,
  - c) un bureau,
  - d) une usine,
  - e) un atelier, et
  - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :
  - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
  - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
  - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
  - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
  - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
  - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1er et 2, lorsqu'une personne -autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6- agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.
7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

### **CHAPITRE III. - IMPOSITION DES REVENUS**

#### **ARTICLE 6**

##### **Revenus immobiliers**

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1er s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation ou de la jouissance directes, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1er et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

#### **ARTICLE 7**

##### **Bénéfices des entreprises**

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et agissant en toute indépendance.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.
4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.
5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.
6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.
7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

## ARTICLE 8

### Transport international

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires, d'aéronefs ou de véhicules ferroviaires ou routiers ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
2. Les bénéfices provenant de l'exploitation de bateaux servant à la navigation intérieure ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
3. Au sens du présent article, les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires, d'aéronefs ou de véhicules ferroviaires ou routiers comprennent notamment :
  - a) les bénéfices provenant de la location de navires ou d'aéronefs, toutes armés et équipés, et les bénéfices occasionnels provenant de la location coque nue de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international;
  - b) les bénéfices provenant de l'usage ou de la location de conteneurs, à moins que les conteneurs ne soient utilisés qu'entre des points situés dans l'autre Etat.



4. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime ou intérieure est à bord d'un navire ou d'un bateau, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou de ce bateau, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire ou du bateau est un résident.
5. Les dispositions du paragraphe 1er s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

## ARTICLE 9

### Entreprises associées

#### 1. Lorsque

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat -et impose en conséquence- des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à l'ajustement qu'il estime approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

## ARTICLE 10

### Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société (autre qu'une société de personnes):

- qui détient directement au moins 25 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes, ou
- qui détient directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes, lorsque la participation a une valeur d'investissement au moins égale à 500.000 euros ou son équivalent en une autre devise.

b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus -même attribués sous la forme d'intérêts- soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat dont la société débitrice est un résident.
4. Les dispositions des paragraphes 1er et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.
5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

## ARTICLE 11

### Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts sont exemptés d'impôt dans l'Etat contractant d'où ils proviennent lorsqu'il s'agit :
- a) d'intérêts payés en raison d'un prêt consenti, garanti ou assuré, ou d'un crédit consenti, garanti ou assuré dans le cadre d'un régime général organisé par un Etat contractant, ses subdivisions politiques ou ses collectivités locales en vue de promouvoir les exportations;
  - b) d'intérêts de prêts de n'importe quelle nature non représentés par des titres au porteur et consentis par des entreprises bancaires;
  - c) d'intérêts payés à l'autre Etat contractant ou à une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.
4. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Cependant, ce terme ne comprend pas, au sens du présent article, les pénalisations pour paiement tardif ni les intérêts traités comme des dividendes en vertu de l'article 10, paragraphe 3.
5. Les dispositions des paragraphes 1er, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.
6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.
7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable, conformément à sa législation, dans l'Etat contractant d'où proviennent les intérêts.

## ARTICLE 12

### Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat, si ce résident en est le bénéficiaire effectif.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat ; mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des redevances.
3. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les films ou bandes enregistrées pour la radio ou la télévision, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage, d'un équipement industriel, commerciale ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.
4. Les dispositions du paragraphe 1er ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.
5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe, est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable, conformément à sa législation, dans l'Etat contractant d'où proviennent les redevances.

## ARTICLE 13

### Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains provenant de l'aliénation de navires, aéronefs ou véhicules ferroviaires ou routiers exploités en trafic international, de bateaux servant à la navigation intérieure ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs, véhicules ferroviaires ou routiers ou bateaux ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Les gains provenant de l'aliénation des actions en capital d'une société dont les biens consistent à titre principal, directement ou indirectement, en biens immobiliers situés dans un Etat contractant peuvent être imposés par cet Etat, mais seulement dans la mesure où les gains se rapportent aux biens immobiliers situés dans cet Etat. Le terme « bien immobilier » utilisé dans le présent paragraphe ne comprend pas les biens immobiliers utilisés par une entreprise pour exercer son activité professionnelle.
5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1er, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

#### ARTICLE 14

##### Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.
2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

#### ARTICLE 15

##### Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1er, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :
  - a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant la période imposable considérée, et
  - b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
  - c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un véhicule ferroviaire ou routier exploité en trafic international, ou à bord d'un bateau servant à la navigation intérieure, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

## ARTICLE 16

### Dirigeants de sociétés

1. Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

La disposition qui précède s'applique aussi aux rétributions reçues en raison de l'exercice de fonctions qui, en vertu de la législation de l'Etat contractant dont la société est un résident, sont traitées comme des fonctions d'une nature similaire à celles exercées par une personne visée à ladite disposition.

2. Les rémunérations qu'une personne visée au paragraphe 1er reçoit d'une société qui est un résident d'un Etat contractant en raison de l'exercice d'une activité journalière de direction ou de caractère technique ainsi que les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant tire de son activité personnelle en tant qu'associé dans une société, autre qu'une société par actions, qui est un résident d'un Etat contractant, sont imposables conformément aux dispositions de l'article 15, comme s'il s'agissait de rémunérations qu'un employé tire d'un emploi salarié et comme si l'employeur était la société.

## ARTICLE 17

### Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les revenus d'activités définies dans le paragraphe 1 et exercées dans le cadre des échanges culturels approuvés par l'Etat dont les artistes ou les sportifs sont des résidents, ne sont imposables que dans cet Etat.

## ARTICLE 18

### Pensions

Sous réserve des dispositions de l'article 19, paragraphe 2, les pensions et autres rémunérations similaires versées au titre d'un emploi antérieur à un résident d'un Etat contractant, ne sont imposables que dans cet Etat.

## ARTICLE 19

### Fonctions publiques

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, versées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si le bénéficiaire de la rémunération est un résident de cet Etat qui :
  1. possède la nationalité dudit Etat, ou
  2. n'est pas devenu un résident dudit Etat à seules fins de rendre les services.

2. a) Les pensions versées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat ou à cette collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si le bénéficiaire est un résident de cet Etat et s'il en possède la nationalité.
3. Les dispositions des articles 15, 16, et 18 s'appliquent aux rémunérations ou pensions versées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales.

## ARTICLE 20

### Professeurs

1. Les rémunérations quelconques des professeurs et autres membres du personnel enseignant, résidents d'un Etat contractant, qui séjournent temporairement dans l'autre Etat contractant pour y enseigner ou s'y livrer à des recherches scientifiques, pendant une période n'excédant pas deux ans, dans une université ou une autre institution d'enseignement officiellement reconnue, ne sont imposables que dans le premier Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus provenant de travaux de recherche si ces travaux ne sont pas entrepris dans l'intérêt public mais principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou à des personnes déterminées.

## ARTICLE 21

### Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1er ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis à l'article 6, paragraphe 2, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la Convention et qui proviennent de l'autre Etat contractant sont aussi imposables dans cet autre Etat si ces éléments ne sont pas imposés dans le premier Etat.



## **CHAPITRE IV.- IMPOSITION DE LA FORTUNE**

### **ARTICLE 22**

#### **Fortune**

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.
3. La fortune constituée par des navires, des aéronefs et des véhicules ferroviaires et routiers exploités en trafic international, par des bateaux servant à la navigation intérieure ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs, véhicules ou bateaux, n'est imposable que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

## **CHAPITRE V.- METHODES POUR ELIMINER LES DOUBLES IMPOSITIONS**

### **ARTICLE 23**

1. En ce qui concerne la Belgique, la double imposition est évitée de la manière suivante:
  - a) Lorsqu'un résident de la Belgique reçoit des revenus ou possède des éléments de fortune qui sont effectivement imposés en Pologne conformément aux dispositions de la présente Convention, à l'exception de celles des articles 10, paragraphe 2, 11, paragraphes 2 et 7, et 12, paragraphes 2 et 6, la Belgique exempte de l'impôt ces revenus ou ces éléments de fortune, mais elle peut, pour calculer le montant de ses impôts sur le reste du revenu ou de la fortune de ce résident, appliquer le même taux que si les revenus ou les éléments de fortune en question n'avaient pas été exemptés.
  - b) Sous réserve des dispositions de la législation belge relatives à l'imputation sur l'impôt belge des impôts payés à l'étranger, lorsqu'un résident de la Belgique reçoit des éléments de revenu qui sont compris dans son revenu global soumis à l'impôt belge et qui consistent en dividendes non exemptés d'impôt belge en vertu du c) ci-après, en intérêts ou en redevances, l'impôt polonais perçu sur ces revenus est imputé sur l'impôt belge afférent auxdits revenus.
  - c) Les dividendes, qu'une société qui est un résident de la Belgique reçoit d'une société qui est un résident de Pologne sont exemptés de l'impôt des sociétés en Belgique, dans les conditions et limites prévues par la législation belge.

d) Lorsque, conformément à la législation belge, des pertes subies par une entreprise exploitée par un résident de la Belgique dans un établissement stable situé en Pologne ont été effectivement déduites des bénéfices de cette entreprise pour son imposition en Belgique, l'exemption prévue au a) ne s'applique pas en Belgique aux bénéfices d'autres périodes imposables qui sont imputables à cet établissement, dans la mesure où ces bénéfices ont aussi été exemptés d'impôt en Pologne en raison de leur compensation avec lesdites pertes.

2. En ce qui concerne la Pologne, la double imposition est évitée de la manière suivante :

a) Lorsqu'un résident de la Pologne reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en Belgique, la Pologne accorde:

1. sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé en Belgique, (y compris, en ce qui concerne les dividendes, la déduction, dans les conditions et limites prévues par la législation polonaise, de l'impôt dû en Belgique sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes) ;

2. sur l'impôt qu'il perçoit sur la fortune de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé en Belgique;

Dans l'un ou l'autre cas, cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la fortune, calculé avant déduction, correspondant selon le cas aux revenus ou à la fortune imposables en Belgique.

b) Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus qu'un résident de la Pologne reçoit ou la fortune qu'il possède sont exempts d'impôt en Pologne, celle-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de ce résident, tenir compte des revenus ou de la fortune exemptés.

## **CHAPITRE VI.- DISPOSITIONS SPECIALES**

### **ARTICLE 24**

#### **Non-discrimination**

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1er, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. Les apatrides qui sont des résidents d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'un ou l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de l'Etat concerné qui se trouvent dans la même situation.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
4. A moins que les dispositions de l'article 9, paragraphe 1er, de l'article 11, paragraphe 7 ou de l'article 12, paragraphe 6, ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.
5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
6. Les dispositions du présent article s'appliquent nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

## ARTICLE 25

### Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève de l'article 24, paragraphe 1er, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.
2. L'autorité compétente s'efforce, si la requête lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats Contractants.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants se concertent au sujet des mesures administratives nécessaires à l'exécution des dispositions de la Convention et notamment au sujet des justifications à fournir par les résidents de chaque Etat contractant pour bénéficier dans l'autre Etat des exemptions ou réductions d'impôts prévues à cette Convention.
5. Les autorités compétentes des Etats contractants communiquent directement entre elles pour l'application de la Convention.

## ARTICLE 26

### Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements appropriés pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1er. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.
2. Les dispositions du paragraphe 1er ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
  - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
  - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
  - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

## ARTICLE 27

### Assistance au recouvrement

1. Les Etats contractants s'engagent à se prêter mutuellement aide et assistance aux fins de notifier et de recouvrer les impôts visés à l'article 2 ainsi que tous additionnels, accroissements, intérêts, frais et amendes sans caractère pénal.

2. Sur requête de l'autorité compétente d'un Etat contractant, l'autorité compétente de l'autre Etat contractant assure, suivant les dispositions légales et réglementaires applicables à la notification et au recouvrement desdits impôts de ce dernier Etat, la notification et le recouvrement des créances fiscales visées au paragraphe 1er, qui sont exigibles dans le premier Etat. Ces créances ne jouissent d'aucun privilège dans l'Etat requis et celui-ci n'est pas tenu d'appliquer des moyens d'exécution qui ne sont pas autorisés par les dispositions légales ou réglementaires de l'Etat requérant.
3. Les requêtes visées au paragraphe 2 sont appuyées d'une copie officielle des titres exécutoires, accompagnée, s'il échet, d'une copie officielle des décisions administratives ou judiciaires passées en force de chose jugée.
4. En ce qui concerne les créances fiscales qui sont susceptibles de recours, l'autorité compétente d'un Etat contractant peut, pour la sauvegarde de ses droits, demander à l'autorité compétente de l'autre Etat contractant de prendre les mesures conservatoires prévues par la législation de celui-ci; les dispositions des paragraphes 1er à 3 sont applicables, mutatis mutandis, à ces mesures.
5. Les dispositions de l'article 26, paragraphe 1er, s'appliquent également à tout renseignement porté, en exécution du présent article, à la connaissance de l'autorité compétente d'un Etat contractant.

## ARTICLE 28

### Membres des missions diplomatiques et postes consulaires

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou des postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.
2. Aux fins de la Convention, les membres des missions diplomatiques ou des postes consulaires d'un Etat contractant accrédités dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers, qui ont la nationalité de l'Etat accréditant, sont réputés être des résidents dudit Etat s'ils y sont soumis aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune que les résidents de cet Etat.
3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres des missions diplomatiques ou des postes consulaires d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas traités comme des résidents dans l'un ou l'autre Etat contractant en matière d'impôts sur le revenu ou sur la fortune.

## CHAPITRE VII.- DISPOSITIONS FINALES

### ARTICLE 29

#### Entrée en vigueur

1. Chaque Etat contractant notifiera à l'autre Etat contractant l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. La Convention entrera en vigueur le quinzième jour suivant celui de la réception de la seconde de ces notifications.
2. Les dispositions de la Convention s'appliqueront :
  - a) aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1er janvier de l'année qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention;
  - b) aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables commençant à partir du 1er janvier de l'année qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention ;
  - c) aux impôts sur la fortune établis sur des éléments de fortune existant au 1er janvier de toute année postérieure à celle de l'entrée en vigueur de la Convention.
3. La Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République populaire de Pologne tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole final signés à Bruxelles, le 14 septembre 1976, prendront fin et cesseront de produire leurs effets à tout impôt belge ou polonais afférent à des revenus pour lesquels la présente Convention produit ses effets à l'égard de cet impôt, conformément aux dispositions du paragraphe 2.

### ARTICLE 30

#### Dénonciation

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant mais chacun des Etats contractants pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile à partir de la cinquième année suivant celle de l'entrée en vigueur, la dénoncer, par écrit et par la voie diplomatique, à l'autre Etat contractant. En cas de dénonciation avant le 1er juillet d'une telle année, la Convention cessera de s'appliquer :

- a) aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement au plus tard le 1er janvier de l'année qui suit immédiatement celle de la dénonciation;
- b) aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables commençant à partir du 1er janvier de l'année qui suit immédiatement celle de la dénonciation;

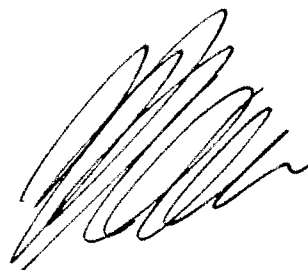
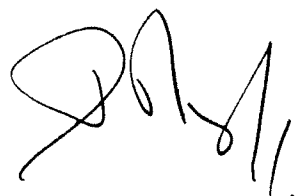
c) aux impôts sur la fortune établis sur des éléments de fortune existant au 1er janvier de toute année qui suit celle de la dénonciation.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

**FAIT** à *Varsovie*, le *20 août 1911*, en double exemplaire, en langues française, néerlandaise et polonaise, les trois textes faisant également foi.

**POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE :**

**POUR LA REPUBLIQUE DE POLOGNE :**



## PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Pologne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude et l'évasion en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. Ad Article 7, paragraphe 1 et 2 :

Dans le cas de contrats en vue de l'étude, de la fourniture, de l'installation ou de la construction d'équipements ou de locaux industriels, commerciaux ou scientifiques, ou d'ouvrages publics, les bénéfices imputables à un établissement stable situé dans un Etat contractant par l'intermédiaire duquel une entreprise de l'autre Etat exerce son activité sont déterminés uniquement sur la base de la partie du contrat qui est effectivement exécutée par l'établissement stable dans l'Etat contractant où celui-ci est situé.

2. Ad Article 12, paragraphe 3 :

Pour l'application de l'article 12, paragraphe 3, de la Convention, ne sont pas considérées comme des rémunérations payées pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique, les rémunérations payées pour l'assistance ou des services techniques, lesquelles sont imposables conformément aux dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas.

Toutefois, lorsque le contrat donnant lieu au paiement de rémunérations porte à la fois sur la communication d'informations et sur des prestations d'assistance ou de services techniques mais que la communication d'informations constitue de loin l'objet principal du contrat et que les prestations d'assistance ou de services techniques n'ont qu'un caractère purement accessoire, ces rémunérations sont considérées pour leur totalité comme des redevances.

3. Ad articles 27 et 29 :

Par dérogation à l'article 29, paragraphe 2, les dispositions de l'article 27 de la Convention s'appliqueront :

- a) aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1er janvier de la cinquième année qui suit l'année de l'entrée en vigueur de la Convention;
- b) aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables commençant à partir du 1er janvier de la cinquième année qui suit l'année de l'entrée en vigueur de la Convention;



c) aux impôts sur la fortune établis sur des éléments de fortune existant au 1er janvier de la cinquième année qui suit l'année de l'entrée en vigueur.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

**FAIT** à *Varsovie*....., le *20 août 2001*....., en double exemplaire, en langues française, néerlandaise et polonaise, les trois textes faisant également foi.

**POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE :**

**POUR LA REPUBLIQUE DE POLOGNE :**



**OVEREENKOMST**

**TUSSEN**

**HET KONINKRIJK BELGIE**

**EN**

**DE REPUBLIEK POLEN**

**TOT HET VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING EN TOT HET VOORKOMEN  
VAN HET ONTDUIKEN EN HET ONTGAAN VAN BELASTING INZAKE  
BELASTINGEN NAAR HET INKOMEN EN NAAR HET VERMOGEN.**

**OVEREENKOMST  
TUSSEN  
HET KONINKRIJK BELGIE  
EN  
DE REPUBLIEK POLEN  
TOT HET VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING EN TOT HET VOORKOMEN  
VAN HET ONTDUIKEN EN HET ONTGAAN VAN BELASTING INZAKE  
BELASTINGEN NAAR HET INKOMEN EN NAAR HET VERMOGEN.**

**HET KONINKRIJK BELGIE**

**EN**

**DE REPUBLIEK POLEN,**

**WENSENDE** een nieuwe Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,

**ZIJN** het volgende overeengekomen:

## HOOFDSTUK I.- WERKINGSSFEER VAN DE OVEREENKOMST

### ARTIKEL 1

Personen op wie de overeenkomst van toepassing is

Deze Overeenkomst is van toepassing op personen die inwoner zijn van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten.

### ARTIKEL 2

Belastingen waarop de overeenkomst van toepassing is

1. Deze Overeenkomst is van toepassing op belastingen naar het inkomen en naar het vermogen die, ongeacht de wijze van heffing, worden geheven ten behoeve van een overeenkomstsluitende Staat, van de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan.
2. Als belastingen naar het inkomen en naar het vermogen worden beschouwd alle belastingen die worden geheven naar het gehele inkomen, naar het gehele vermogen, of naar bestanddelen van het inkomen of van het vermogen, daaronder begrepen belastingen naar voordelen verkregen uit de vervreemding van roerende of onroerende goederen, belastingen naar het totale bedrag van de door ondernemingen betaalde lonen of salarissen, alsmede belastingen naar waardevermeerdering.

3. De bestaande belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is, zijn met name:

a) in België :

1. de personenbelasting;
2. de vennootschapsbelasting;
3. de rechtspersonenbelasting;
4. de belasting van niet-inwoners;
5. de aanvullende crisisbijdrage;

met inbegrip van de voorheffingen, de opcentiemen op die belastingen en voorheffingen, alsmede de aanvullende belastingen op de personenbelasting, (hierna te noemen "Belgische belasting");

b) in Polen :

1. de belasting op het inkomen van natuurlijke personen;
2. de belasting op het inkomen van rechtspersonen;  
(hierna te noemen "Poolse belasting").

4. De Overeenkomst is ook van toepassing op alle gelijke of in wezen gelijksoortige belastingen die na de datum van de ondertekening van de Overeenkomst naast of in de plaats van de bestaande belastingen worden geheven. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten delen elkaar de belangrijkste wijzigingen mee die in hun onderscheiden belastingwetten zijn aangebracht.

## **HOOFDSTUK II.- BEGRIPSBEPALINGEN**

### ARTIKEL 3

#### Algemene bepalingen

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst, tenzij het zinsverband anders vereist:
- a) 1 betekent de uitdrukking "België", het Koninkrijk België; gebruikt in geografische zin, betekent zij het grondgebied van het Koninkrijk België, daarin inbegrepen de territoriale zee en de maritieme zones en de luchtgebieden waarover het Koninkrijk België, in overeenstemming met het internationaal recht, soevereine rechten of zijn rechtsmacht uitoefent;  
  
2 betekent de uitdrukking "Polen", de Republiek Polen; gebruikt in geografische zin, betekent zij het grondgebied van de Republiek Polen, daarin inbegrepen de zones buiten de territoriale wateren, waarover de Republiek Polen volgens de wetgeving van de Republiek Polen en in overeenstemming met het internationaal recht, haar soevereine rechten over de zeebodem, de ondergrond en de natuurlijke rijkdommen daarvan uitoefent;
  - b) betekenen de uitdrukkingen een "overeenkomstsluitende Staat" en "de andere overeenkomstsluitende Staat", België of Polen, al naar het zinsverband vereist;
  - c) omvat de uitdrukking "persoon" een natuurlijke persoon, een vennootschap en elke andere vereniging van personen;
  - d) betekent de uitdrukking "vennootschap" elke rechtspersoon of elke eenheid die voor de belastingheffing in de Staat waarvan zij inwoner is, als een rechtspersoon wordt behandeld;
  - e) betekenen de uitdrukkingen "onderneming van een overeenkomstsluitende Staat" en "onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat" onderscheidenlijk een onderneming gedreven door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat en een onderneming gedreven door een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat;
  - f) betekent de uitdrukking "internationaal verkeer" elk vervoer door een schip, een luchtvaartuig of een spoor- of wegvoertuig, dat door een onderneming die haar plaats van werkelijke leiding in een overeenkomstsluitende Staat heeft, wordt geëxploiteerd, behalve indien het schip, het luchtvaartuig of het spoor- of wegvoertuig slechts tussen in de andere overeenkomstsluitende Staat gelegen plaatsen wordt geëxploiteerd;
  - g) betekent de uitdrukking "bevoegde autoriteit":
    - 1. in België, de Minister van Financiën of zijn bevoegde vertegenwoordiger, en
    - 2. in Polen, de Minister van Financiën of zijn bevoegde vertegenwoordiger;

h) betekent de uitdrukking "onderdaan":

1. elke natuurlijke persoon die de nationaliteit van een overeenkomstsluitende Staat bezit;
  2. elke rechtspersoon, personenvennootschap en vereniging die zijn rechtspositie als zodanig ontleent aan de wetgeving die in een overeenkomstsluitende Staat van kracht is.
2. Voor de toepassing van de Overeenkomst op een bepaald ogenblik door een overeenkomstsluitende Staat heeft, tenzij het zinsverband anders vereist, elke niet erin omschreven uitdrukking, de betekenis welke die uitdrukking op dat ogenblik heeft volgens de wetgeving van die Staat met betrekking tot de belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is, waarbij de betekenis welke die uitdrukking heeft volgens de belastingwetgeving van die Staat voorrang heeft op de betekenis van die uitdrukking volgens de andere wetgevingen van die Staat.

#### ARTIKEL 4

##### Inwoner

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de uitdrukking "inwoner van een overeenkomstsluitende Staat" iedere persoon die, ingevolge de wetgeving van die Staat, aldaar aan belasting is onderworpen op grond van zijn woonplaats, verblijf, plaats van leiding of enige andere soortgelijke omstandigheid, en omvat eveneens die Staat en alle politieke onderverdelingen of plaatselijke gemeenschappen daarvan. Die uitdrukking omvat echter niet personen die in die Staat alleen ter zake van inkomsten uit in die Staat gelegen bronnen of ter zake van aldaar gelegen vermogen aan belasting zijn onderworpen.
2. Indien een natuurlijke persoon ingevolge de bepalingen van paragraaf 1 inwoner van beide overeenkomstsluitende Staten is, wordt zijn toestand op de volgende wijze geregeld:
  - a) hij wordt geacht alleen inwoner te zijn van de Staat waar hij een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft; indien hij in beide Staten een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft, wordt hij geacht inwoner te zijn van de Staat waarmede zijn persoonlijke en economische betrekkingen het nauwst zijn (middelpunt van de levensbelangen);
  - b) indien niet kan worden bepaald in welke Staat hij het middelpunt van zijn levensbelangen heeft of indien hij in geen van de Staten een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft, wordt hij geacht alleen inwoner te zijn van de Staat waar hij gewoonlijk verblijft;
  - c) indien hij in beide Staten of in geen van beide gewoonlijk verblijft, wordt hij geacht alleen inwoner te zijn van de Staat waarvan hij onderdaan is;
  - d) indien hij onderdaan is van beide Staten of van geen van beide, regelen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten de aangelegenheid in onderlinge overeenstemming.
3. Indien een andere dan een natuurlijke persoon ingevolge de bepalingen van paragraaf 1 inwoner is van beide overeenkomstsluitende Staten, wordt hij geacht alleen inwoner te zijn van de Staat waar de plaats van zijn werkelijke leiding is gelegen.

## ARTIKEL 5

### Vaste inrichting

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de uitdrukking "vaste inrichting" een vaste bedrijfsinrichting met behulp waarvan de werkzaamheden van een onderneming geheel of gedeeltelijk worden uitgeoefend.
2. De uitdrukking "vaste inrichting" omvat in het bijzonder:
  - a) een plaats waar leiding wordt gegeven;
  - b) een filiaal;
  - c) een kantoor;
  - d) een fabriek;
  - e) een werkplaats; en
  - f) een mijn, een olie- of gasbron, een steengroeve of enige andere plaats waar natuurlijke rijkdommen worden gewonnen.
3. De plaats van uitvoering van een bouwwerk of van constructie- of montagewerkzaamheden is slechts dan een vaste inrichting indien de duur daarvan twaalf maanden overschrijdt.
4. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel wordt een vaste inrichting niet aanwezig geacht indien:
  - a) gebruik wordt gemaakt van inrichtingen, uitsluitend voor de opslag, uitstalling of aflevering van aan de onderneming toebehorende goederen;
  - b) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen wordt aangehouden, uitsluitend voor de opslag, uitstalling of aflevering;
  - c) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen wordt aangehouden, uitsluitend voor de bewerking of verwerking door een andere onderneming;
  - d) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming goederen aan te kopen of inrichtingen in te winnen;
  - e) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming, andere werkzaamheden die van voorbereidende aard zijn of het karakter van hulpwerkzaamheden hebben, te verrichten;
  - f) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om verscheidene van de in de subparagrafen a) tot e) vermelde werkzaamheden te verrichten, op voorwaarde dat het geheel van de werkzaamheden van de vaste bedrijfsinrichting van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheden heeft.

5. Indien een persoon - niet zijnde een onafhankelijke vertegenwoordiger op wie paragraaf 6 van toepassing is - voor een onderneming werkzaam is en in een overeenkomstsluitende Staat een machtiging bezit om namens de onderneming overeenkomsten af te sluiten en dit recht aldaar gewoonlijk uitoefent, wordt die onderneming, niettegenstaande de bepalingen van de paragrafen 1 en 2, geacht een vaste inrichting in die Staat te hebben voor alle werkzaamheden welke deze persoon voor de onderneming verricht, tenzij de werkzaamheden van die persoon beperkt blijven tot de in paragraaf 4 vermelde werkzaamheden die, indien zij met behulp van een vaste bedrijfsinrichting zouden worden verricht, die vaste bedrijfsinrichting niet tot een vaste inrichting zouden stempelen ingevolge de bepalingen van die paragraaf.
6. Een onderneming wordt niet geacht een vaste inrichting in een overeenkomstsluitende Staat te bezitten op grond van de enkele omstandigheid dat zij aldaar zaken doet door middel van een makelaar, een algemeen commissionair of enige andere onafhankelijke vertegenwoordiger, op voorwaarde dat deze personen in de normale uitoefening van hun bedrijf handelen.
7. De enkele omstandigheid dat een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, een vennootschap beheerst of door een vennootschap wordt beheerst, die inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat of die in die andere Staat zaken doet (hetzij met behulp van een vaste inrichting, hetzij op andere wijze), stempelt één van beide vennootschappen niet tot een vaste inrichting van de andere.

### **HOODSTUK III.- BELASTINGHEFFING NAAR HET INKOMEN**

#### **ARTIKEL 6**

##### **Inkomsten uit onroerende goederen**

1. Inkomsten die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit in de andere overeenkomstsluitende Staat gelegen onroerende goederen (inkomsten uit landbouw- of bosbedrijven daaronder begrepen) mogen in die andere Staat worden belast.
2. De uitdrukking "onroerende goederen" heeft de betekenis die daaraan wordt toegekend door het recht van de overeenkomstsluitende Staat waar de desbetreffende goederen zijn gelegen. De uitdrukking omvat in ieder geval de goederen die bij de onroerende goederen behoren, levende en dode have van landbouw- en bosbedrijven, rechten waarop de bepalingen van het privaatrecht betreffende de grondeigendom van toepassing zijn, vruchtgebruik van onroerende goederen en rechten op veranderlijke of vaste vergoedingen ter zake van de exploitatie, of het recht tot exploitatie, van minerale aardlagen, bronnen en andere bodemrijdommen; schepen en luchtvaartuigen worden niet als onroerende goederen beschouwd.
3. De bepalingen van paragraaf 1 zijn van toepassing op inkomsten verkregen uit de rechtstreekse exploitatie of het rechtstreekse genot, uit het verhuren of verpachten, of uit elke andere vorm van exploitatie van onroerende goederen.
4. De bepalingen van de paragrafen 1 en 3 zijn ook van toepassing op inkomsten uit onroerende goederen van een onderneming en op inkomsten uit onroerende goederen gebezigd voor de uitoefening van een zelfstandig beroep.



## ARTIKEL 7

### Ondernemingswinst

1. Winst van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat is slechts in die Staat belastbaar, tenzij de onderneming in de andere overeenkomstsluitende Staat haar bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting. Indien de onderneming aldus haar bedrijf uitoefent, mag de winst van de onderneming in de andere Staat worden belast, maar slechts in zoverre als zij aan die vaste inrichting kan worden toegerekend.
2. Onder voorbehoud van de bepalingen van paragraaf 3 wordt, indien een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat haar bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting, in elke overeenkomstsluitende Staat aan die vaste inrichting de winst toegerekend die zij geacht zou kunnen worden te behalen indien zij een onafhankelijke onderneming zou zijn, die dezelfde of soortgelijke werkzaamheden zou uitoefenen onder dezelfde of soortgelijke omstandigheden en die geheel onafhankelijk zou handelen.
3. Bij het bepalen van de winst van een vaste inrichting worden in aftrek toegelaten kosten, daaronder begrepen kosten van leiding en algemene beheerskosten, die ten behoeve van de vaste inrichting zijn gemaakt, hetzij in de Staat waar de vaste inrichting is gevestigd, hetzij elders.
4. Voor zover het in een overeenkomstsluitende Staat gebruikelijk is de aan een vaste inrichting toe te rekenen winst te bepalen op basis van een verdeling van de totale winst van de onderneming over haar verschillende delen, belet paragraaf 2 die overeenkomstsluitende Staat niet de te belasten winst te bepalen volgens de gebruikelijke verdeling; de gevolgde methode van verdeling moet echter zodanig zijn dat het resultaat in overeenstemming is met de in dit artikel neergelegde beginselen.
5. Geen winst wordt aan een vaste inrichting toegerekend enkel op grond van aankoop door die vaste inrichting van goederen voor de onderneming.
6. Voor de toepassing van de voorgaande paragrafen wordt de aan de vaste inrichting toe te rekenen winst van jaar tot jaar volgens dezelfde methode bepaald, tenzij er een goede en genoegzame reden bestaat om hiervan af te wijken.
7. Indien in de winst inkomstenbestanddelen zijn begrepen die afzonderlijk in andere artikelen van deze Overeenkomst worden behandeld, worden de bepalingen van die artikelen niet aangetast door de bepalingen van dit artikel.

## ARTIKEL 8

### Internationaal vervoer

1. Winst uit de exploitatie van schepen, luchtvaartuigen of spoor- of wegvoertuigen in internationaal verkeer is slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.

2. Winst uit de exploitatie van schepen die dienen voor het vervoer in de binnenwateren is slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.
3. Voor de toepassing van dit artikel omvat winst verkregen uit de exploitatie van schepen, luchtvaartuigen of spoor- of wegvoertuigen in internationaal verkeer met name:
  - a) winst verkregen uit de verhuring van bemande schepen of luchtvaartuigen en winst verkregen uit de bijkomstige verhuring van onbemande schepen of luchtvaartuigen gebruikt in internationaal verkeer;
  - b) winst verkregen uit het gebruik of de verhuring van laadkisten, tenzij de laadkisten slechts tussen in de andere Staat gelegen plaatsen worden gebruikt.
4. Indien de plaats van de werkelijke leiding van een zeescheepvaart- of een binnenscheepvaartonderneming zich aan boord van een schip bevindt, wordt deze plaats geacht te zijn gelegen in de overeenkomstsluitende Staat waar het schip zijn thuishaven heeft, of, indien er geen thuishaven is, in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de exploitant van het schip inwoner is.
5. De bepalingen van paragraaf 1 zijn ook van toepassing op winst verkregen uit de deelneming in een pool, een gemeenschappelijk bedrijf of een internationaal bedrijfslichaam.

## ARTIKEL 9

### Afhankelijke ondernemingen

#### 1. Indien

- a) een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat onmiddellijk of middellijk deelneemt aan de leiding van, aan het toezicht op, dan wel in het kapitaal van een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat, of
- b) dezelfde personen onmiddellijk of middellijk deelnemen aan de leiding van, aan het toezicht op, dan wel in het kapitaal van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat en van een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat,

en, in het ene of in het andere geval, tussen de twee ondernemingen in hun handelsbetrekkingen of financiële betrekkingen, voorwaarden worden overeengekomen of opgelegd die afwijken van die welke zouden worden overeengekomen tussen onafhankelijke ondernemingen, mag winst die één van de ondernemingen zonder deze voorwaarden zou hebben behaald maar ten gevolge van die voorwaarden niet heeft behaald, worden begrepen in de winst van die onderneming en dienovereenkomstig worden belast.

2. Indien een overeenkomstsluitende Staat in de winst van een onderneming van die Staat winst opneemt -en dienovereenkomstig belast- ter zake waarvan een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat in die andere Staat is belast, en de aldus opgenomen winst winst is die de onderneming van de eerstbedoelde Staat zou hebben behaald indien tussen de twee ondernemingen zodanige voorwaarden zouden zijn overeengekomen als tussen onafhankelijke ondernemingen zouden zijn overeengekomen, herziet de andere Staat op de wijze welke die Staat passend acht, het bedrag aan belasting dat aldaar over die winst is geheven. Bij deze herziening wordt rekening gehouden met de overige bepalingen van deze Overeenkomst en, indien nodig, plegen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten overleg met elkaar.

## ARTIKEL 10

### Dividenden

1. Dividenden betaald door een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat, mogen in die andere Staat worden belast.
2. Deze dividenden mogen echter ook in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividenden betaalt inwoner is overeenkomstig de wetgeving van die Staat worden belast, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan:
  - a) 5 percent van het brutobedrag van de dividenden indien de uiteindelijk gerechtigde een vennootschap is (niet zijnde een personenvennootschap) die :
    - onmiddellijk ten minste 25 percent bezit van het kapitaal van de vennootschap die de dividenden betaalt, of
    - onmiddellijk ten minste 10 percent bezit van het kapitaal van de vennootschap die de dividenden betaalt, indien het aandelenbezit een beleggingswaarde heeft die ten minste 500.000 euro bedraagt of de tegenwaarde daarvan in een andere munt.
  - b) 15 percent van het brutobedrag van de dividenden in alle andere gevallen.

Deze paragraaf laat onverlet de belastingheffing van de vennootschap ter zake van de winst waaruit de dividenden worden betaald.

3. De uitdrukking "dividenden", zoals gebezigd in dit artikel, betekent inkomsten uit aandelen, winstaandelen of winstbewijzen, mijn aandelen, oprichters aandelen of andere rechten op een aandeel in de winst, met uitzondering van schuldvorderingen, alsmede inkomsten -zelfs indien zij worden toegekend in de vorm van interest- die volgens de fiscale wetgeving van de Staat waarvan de vennootschap-schuldenaar inwoner is op dezelfde wijze als inkomsten uit aandelen in de belastingheffing worden betrokken.

4. De bepalingen van de paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividenden betaalt inwoner is, een nijverheids- of handelsbedrijf met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting of een zelfstandig beroep door middel van een aldaar gevestigde vaste basis uitoefent en het aandelenbezit uit hoofde waarvan de dividenden worden betaald met die vaste inrichting of die vaste basis wezenlijk is verbonden. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 of van artikel 14, naar het geval, van toepassing.
5. Indien een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat winst of inkomsten verkrijgt uit de andere overeenkomstsluitende Staat, mag die andere Staat geen belasting heffen op dividenden die door de vennootschap worden betaald, behalve voor zover die dividenden aan een inwoner van die andere Staat worden betaald of voor zover het aandelenbezit uit hoofde waarvan de dividenden worden betaald wezenlijk is verbonden met een in die andere Staat gelegen vaste inrichting of vaste basis, noch de niet-uitgedeelde winst van de vennootschap onderwerpen aan een belasting op niet-uitgedeelde winst, zelfs indien de betaalde dividenden of de niet-uitgedeelde winst geheel of gedeeltelijk bestaan uit winst of inkomsten die uit die andere Staat afkomstig zijn.

## ARTIKEL 11

### Interest

1. Interest afkomstig uit een overeenkomstsluitende Staat en betaald aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat mag in die andere Staat worden belast.
2. Deze interest mag echter ook in de overeenkomstsluitende Staat waaruit hij afkomstig is overeenkomstig de wetgeving van die Staat worden belast, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de interest inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan 5 percent van het brutobedrag van de interest.
3. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 2 is interest in de overeenkomstsluitende Staat waaruit hij afkomstig is, vrijgesteld indien het gaat om:
  - a) interest betaald uit hoofde van een lening die is toegestaan, gewaarborgd of verzekerd of een krediet dat is verleend, gewaarborgd of verzekerd, in het kader van een algemeen stelsel dat door een overeenkomstsluitende Staat, de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan is georganiseerd en waarvan het doel bestaat uit het bevorderen van de uitvoer;
  - b) interest van niet door effecten aan toonder vertegenwoordigde leningen van welke aard ook die door bankondernemingen zijn toegestaan;
  - c) interest betaald aan de andere overeenkomstsluitende Staat of aan een van de staatkundige onderdelen of plaatselijke gemeenschappen daarvan.

4. De uitdrukking "interest", zoals gebezigd in dit artikel, betekent inkomsten uit schuldvorderingen van welke aard ook, al dan niet gewaarborgd door hypotheek of al dan niet aanspraak gevend op een aandeel in de winst van de schuldenaar, en in het bijzonder inkomsten uit overheidsleningen en obligaties, daaronder begrepen premies en loten op die effecten. Voor de toepassing van dit artikel omvat deze uitdrukking echter niet boeten voor laattijdige betaling noch interest die overeenkomstig artikel 10, paragraaf 3, als dividenden wordt behandeld.
5. De bepalingen van de paragrafen 1, 2 en 3 zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de interest, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waaruit de interest afkomstig is, een nijverheids- of handelsbedrijf met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting of een zelfstandig beroep door middel van een aldaar gevestigde vaste basis uitoefent en de schuldvordering uit hoofde waarvan de interest is verschuldigd met die vaste inrichting of die vaste basis wezenlijk is verbonden. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 of van artikel 14, naar het geval, van toepassing.
6. Interest wordt geacht uit een overeenkomstsluitende Staat afkomstig te zijn indien de schuldenaar die Staat zelf is, een staatkundig onderdeel, een plaatselijke gemeenschap of een inwoner van die Staat. Indien evenwel de schuldenaar van de interest, ongeacht of hij inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is of niet, in een overeenkomstsluitende Staat een vaste inrichting of een vaste basis heeft waarvoor de schuld, ter zake waarvan de interest wordt betaald is aangegaan en de interest ten laste komt van die vaste inrichting of die vaste basis, wordt die interest geacht afkomstig te zijn uit de Staat waar de vaste inrichting of de vaste basis is gevestigd.
7. Indien, ten gevolge van een bijzondere verhouding tussen de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde of tussen hen beiden en een derde, het bedrag van de interest, gelet op de schuldvordering waarvoor hij wordt betaald, hoger is dan het bedrag dat zonder zulk een verhouding door de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde zou zijn overeengekomen, zijn de bepalingen van dit artikel slechts op het laatstbedoelde bedrag van toepassing. In dat geval blijft het daarboven uitgaande deel van de betalingen belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waaruit de interest afkomstig is, overeenkomstig de wetgeving van die Staat.

## ARTIKEL 12

### Royalty's

1. Royalty's afkomstig uit een overeenkomstsluitende Staat en betaald aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat zijn slechts in die andere Staat belastbaar, indien die inwoner de uiteindelijk gerechtigde tot de royalty's is.
2. Deze royalty's mogen echter ook in de overeenkomstsluitende Staat waaruit zij afkomstig zijn overeenkomstig de wetgeving van die Staat worden belast, maar indien de persoon die de royalty's ontvangt de werkelijke genietter ervan is, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan 5 percent van het brutobedrag van de royalty's.

3. De uitdrukking "royalty's", zoals gebezigd in dit artikel, betekent vergoedingen van welke aard ook voor het gebruik van, of voor het recht van gebruik van, een auteursrecht op een werk op het gebied van letterkunde, kunst of wetenschap, daaronder begrepen bioscoopfilms en films of banden voor radio of televisie, van een octrooi, een fabrieks- of handelsmerk, een tekening, een model, een plan, een geheim recept of een geheime werkwijze alsmede voor het gebruik van, of voor het recht van gebruik van, een nijverheids- of handelsuitrusting of wetenschappelijke uitrusting en voor inlichtingen omtrent ervaringen op het gebied van nijverheid, handel of wetenschap.
4. De bepalingen van paragraaf 1 zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de royalty's, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waaruit de royalty's afkomstig zijn een nijverheids- of handelsbedrijf met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting of een zelfstandig beroep door middel van een aldaar gevestigde vaste basis uitoefent en het recht of het goed uit hoofde waarvan de royalty's verschuldigd zijn met die vaste inrichting of die vaste basis wezenlijk is verbonden. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 of van artikel 14, naar het geval, van toepassing.
5. Royalty's worden geacht uit een overeenkomstsluitende Staat afkomstig te zijn indien de schuldenaar die Staat zelf is, een staatkundig onderdeel, een plaatselijke gemeenschap of een inwoner van die overeenkomstsluitende Staat. Indien evenwel de schuldenaar van de royalty's, ongeacht of hij inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is of niet, in een overeenkomstsluitende Staat een vaste inrichting of een vaste basis heeft waarvoor de verbintenis, uit hoofde waarvan de royalty's worden betaald is aangegaan en die de last van de royalty's draagt, worden die royalty's geacht afkomstig te zijn uit de Staat waar de vaste inrichting of de vaste basis is gevestigd.
6. Indien, ten gevolge van een bijzondere verhouding tussen de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde of tussen hen beiden en een derde, het bedrag van de royalty's, gelet op het gebruik, het recht of de inlichtingen waarvoor zij worden betaald, hoger is dan het bedrag dat zonder zulk een verhouding door de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde zou zijn overeengekomen, zijn de bepalingen van dit artikel slechts op het laatstbedoelde bedrag van toepassing. In dat geval blijft het daarboven uitgaande deel van de betalingen belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waaruit de royalty's afkomstig zijn, overeenkomstig de wetgeving van die Staat.

## ARTIKEL 13

### Vermogenswinst

1. Voordelen die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit de vervreemding van onroerende goederen zoals bedoeld in artikel 6 die in de andere overeenkomstsluitende Staat zijn gelegen, mogen in die andere Staat worden belast.

2. Voordelen verkregen uit de vervreemding van roerende goederen die deel uitmaken van het bedrijfsvermogen van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft, of van roerende goederen die behoren tot een vaste basis die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat tot zijn beschikking heeft voor de uitoefening van een zelfstandig beroep, daaronder begrepen voordelen verkregen uit de vervreemding van die vaste inrichting (alleen of te zamen met de gehele onderneming) of van die vaste basis, mogen in die andere Staat worden belast.
3. Voordelen verkregen uit de vervreemding van schepen, luchtvaartuigen of spoor- of wegvoertuigen die in internationaal verkeer worden geëxploiteerd, van schepen die dienen voor het vervoer in de binnenwateren of van roerende goederen die bij de exploitatie van die schepen, luchtvaartuigen, spoor- of wegvoertuigen worden gebruikt, zijn slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.
4. Voordelen verkregen uit de vervreemding van aandelen in het kapitaal van een vennootschap waarvan het vermogen, onmiddellijk of middellijk, hoofdzakelijk bestaat uit in een overeenkomstsluitende Staat gelegen onroerende goederen, mogen door die Staat worden belast, doch slechts in zoverre die voordelen betrekking hebben op in die Staat gelegen onroerende goederen. De uitdrukking "onroerend goed" die in deze paragraaf wordt gebruikt, omvat niet de onroerende goederen die een onderneming voor de uitoefening van haar bedrijf bezigt.
5. Voordelen verkregen uit de vervreemding van alle andere goederen dan die vermeld in de paragrafen 1, 2 en 3 zijn slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vervreemder inwoner is.

#### ARTIKEL 14

##### Zelfstandige beroepen

1. Inkomsten verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat in de uitoefening van een vrij beroep of ter zake van andere werkzaamheden van zelfstandige aard zijn slechts in die Staat belastbaar, tenzij die inwoner in de andere overeenkomstsluitende Staat voor het verrichten van zijn werkzaamheden geregeld over een vaste basis beschikt. Indien hij over zulk een vaste basis beschikt, mogen de inkomsten in de andere Staat worden belast, maar slechts in zoverre als zij aan die vaste basis kunnen worden toegerekend.
2. De uitdrukking "vrij beroep" omvat in het bijzonder zelfstandige werkzaamheden op het gebied van wetenschap, letterkunde, kunst, opvoeding of onderwijs, alsmede de zelfstandige werkzaamheden van artsen, advocaten, ingenieurs, architecten, tandartsen en accountants.

## ARTIKEL 15

### Niet-zelfstandige beroepen

1. Onder voorbehoud van de bepalingen van de artikelen 16, 18 en 19 zijn lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een dienstbetrekking slechts in die Staat belastbaar, tenzij de dienstbetrekking in de andere overeenkomstsluitende Staat wordt uitgeoefend. Indien de dienstbetrekking aldaar wordt uitgeoefend, mogen de ter zake daarvan verkregen beloningen in die andere Staat worden belast.
2. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 1 zijn beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een in de andere overeenkomstsluitende Staat uitgeoefende dienstbetrekking slechts in de eerstbedoelde Staat belastbaar, indien:
  - a) de verkrijger in de andere Staat verblijft gedurende een tijdvak of tijdvakken die tijdens enig tijdperk van twaalf maanden dat aanvangt of eindigt tijdens het betrokken belastingjaar een totaal van 183 dagen niet te boven gaan, en
  - b) de beloningen worden betaald door of namens een werkgever die geen inwoner van de andere Staat is, en
  - c) de beloningen niet ten laste komen van een vaste inrichting of een vaste basis, die de werkgever in de andere Staat heeft.
3. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel mogen beloningen verkregen ter zake van een dienstbetrekking uitgeoefend aan boord van een schip, een luchtvaartuig of een spoor- of wegvoertuig dat in internationaal verkeer wordt geëxploiteerd, of aan boord van een schip dat dient voor het vervoer in de binnenwateren, worden belast in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.

## ARTIKEL 16

### Vennootschapsleiding

1. Tantièmes, presentiegelden en andere soortgelijke beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat in zijn hoedanigheid van lid van de raad van bestuur of van toezicht of van een gelijkaardig orgaan van een vennootschap die inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mogen in die andere Staat worden belast.

De voorgaande bepaling is ook van toepassing op beloningen verkregen ter zake van de uitoefening van werkzaamheden die, volgens de wetgeving van de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap inwoner is, worden behandeld als werkzaamheden van soortgelijke aard als die welke worden verricht door een persoon als bedoeld in de genoemde bepaling.



2. Beloningen die een persoon, op wie paragraaf 1 van toepassing is, van een vennootschap verkrijgt die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van de uitoefening van dagelijkse werkzaamheden van leidinggevende of van technische aard, en beloningen die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt ter zake van zijn persoonlijke werkzaamheid als vennoot in een vennootschap, niet zijnde een vennootschap op aandelen, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, mogen overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 worden belast, alsof het ging om beloningen die een werknemer ter zake van een dienstbetrekking verkrijgt en alsof de werkgever de vennootschap was.

## ARTIKEL 17

### Artiesten en sportbeoefenaars

1. Niettegenstaande de bepalingen van de artikelen 14 en 15 mogen inkomsten die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit zijn persoonlijke werkzaamheden die hij in de andere overeenkomstsluitende Staat verricht in de hoedanigheid van artiest, zoals toneelspeler, film-, radio- of televisieartiest, of musicus, of in de hoedanigheid van sportbeoefenaar, in die andere Staat worden belast.
2. Indien inkomsten uit werkzaamheden die een artiest of een sportbeoefenaar persoonlijk en als zodanig verricht niet worden toegekend aan de artiest of aan de sportbeoefenaar zelf maar aan een andere persoon, mogen die inkomsten, niettegenstaande de bepalingen van de artikelen 7, 14 en 15, worden belast in de overeenkomstsluitende Staat waar de werkzaamheden van de artiest of de sportbeoefenaar worden verricht.
3. Niettegenstaande de bepalingen van de paragrafen 1 en 2 zijn inkomsten uit werkzaamheden die zijn omschreven in paragraaf 1 en die zijn verricht in het kader van een culturele uitwisseling goedgekeurd door de Staat waarvan de artiesten of sportbeoefenaars inwoner zijn, slechts in die Staat belastbaar.

## ARTIKEL 18

### Pensioenen

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 19, paragraaf 2, zijn pensioenen en andere soortgelijke beloningen betaald aan een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een vroegere dienstbetrekking slechts in die Staat belastbaar.

## ARTIKEL 19

### Overheidsfuncties

1. a) Beloningen, niet zijnde pensioenen, door een overeenkomstsluitende Staat of een plaatselijke gemeenschap daarvan betaald aan een natuurlijke persoon ter zake van diensten bewezen aan die gemeenschap, zijn slechts in die Staat belastbaar.  
  
b) Die beloningen zijn evenwel slechts in de andere overeenkomstsluitende Staat belastbaar indien de diensten in die Staat worden bewezen en de verkrijger van de beloning een inwoner van die Staat is, die:  
  
1° onderdaan is van de genoemde Staat, of  
2° niet uitsluitend met het oog op het bewijzen van de diensten inwoner van de genoemde Staat is geworden.
2. a) Pensioenen door een overeenkomstsluitende Staat of door een plaatselijke gemeenschap daarvan, hetzij rechtstreeks, hetzij uit door hen in het leven geroepen fondsen, betaald aan een natuurlijke persoon ter zake van diensten bewezen aan die Staat of aan die gemeenschap, zijn slechts in die Staat belastbaar.  
  
b) Die pensioenen zijn evenwel slechts in de andere overeenkomstsluitende Staat belastbaar indien de verkrijger inwoner en onderdaan is van die Staat.
3. De bepalingen van de artikelen 15, 16 en 18 zijn van toepassing op beloningen of pensioenen, betaald ter zake van diensten bewezen in het kader van een nijverheids- of handelsbedrijf uitgeoefend door een overeenkomstsluitende Staat of een plaatselijke gemeenschap daarvan.

## ARTIKEL 20

### Hoogleraren

1. Beloningen, van welke aard ook, van hoogleraren en andere leden van het onderwijzend personeel, die inwoner zijn van een overeenkomstsluitende Staat en tijdelijk in de andere overeenkomstsluitende Staat verblijven om aldaar gedurende een tijdvak van ten hoogste twee jaar aan een universiteit of een andere officieel erkende onderwijsinstelling onderwijs te geven of zich met wetenschappelijk onderzoek bezig te houden, zijn slechts in de eerstbedoelde Staat belastbaar.
2. De bepalingen van paragraaf 1 zijn niet van toepassing op inkomsten verkregen uit het verrichten van onderzoek, indien dat onderzoek niet wordt verricht in het algemeen belang maar in de eerste plaats voor het particuliere belang van één of meerdere bepaalde personen.

## ARTIKEL 21

### Andere inkomsten

1. Ongeacht de afkomst ervan zijn bestanddelen van het inkomen van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat die niet in de voorgaande artikelen van deze Overeenkomst worden behandeld, slechts in die Staat belastbaar.
2. De bepaling van paragraaf 1 is niet van toepassing op inkomsten, niet zijnde inkomsten uit onroerende goederen als omschreven in artikel 6, paragraaf 2, indien de verkrijger van die inkomsten, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat een nijverheids- of handelsbedrijf met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting of een zelfstandig beroep door middel van een aldaar gevestigde vaste basis uitoefent en het recht of het goed dat de inkomsten oplevert met die vaste inrichting of die vaste basis wezenlijk is verbonden. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 of van artikel 14, naar het geval, van toepassing.
3. Niettegenstaande de bepalingen van de paragrafen 1 en 2, mogen bestanddelen van het inkomen van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat die niet in de voorgaande artikelen van de Overeenkomst worden behandeld en die uit de andere overeenkomstsluitende Staat afkomstig zijn, ook in die andere Staat worden belast indien die bestanddelen niet in de eerstbedoelde Staat zijn belast.

## **HOOFDSTUK IV. - BELASTINGHEFFING NAAR HET VERMOGEN**

## ARTIKEL 22

### Vermogen

1. Vermogen bestaande uit onroerende goederen als omschreven in artikel 6, die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat bezit en die in de andere overeenkomstsluitende Staat zijn gelegen, mag in die andere Staat worden belast.
2. Vermogen bestaande uit roerende goederen die deel uitmaken van het bedrijfsvermogen van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft of uit roerende goederen die behoren tot een vaste basis die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat tot zijn beschikking heeft voor de uitoefening van een zelfstandig beroep, mag in die andere Staat worden belast.
3. Vermogen bestaande uit schepen, luchtvaartuigen en spoor- of wegvoertuigen die in internationaal verkeer worden geëxploiteerd, uit schepen die dienen voor het vervoer in de binnenwateren, alsmede uit roerende goederen die bij de exploitatie van die schepen, luchtvaartuigen of voertuigen worden gebruikt, is slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waar de plaats van de werkelijke leiding van de onderneming is gelegen.

4. Alle andere bestanddelen van het vermogen van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat zijn slechts in die Staat belastbaar.

## **HOOFDSTUK V. - WIJZE WAAROP DUBBELE BELASTING WORDT VERMEDEDEN**

### ARTIKEL 23

1. In België wordt dubbele belasting op de volgende wijze vermeden:

- a) Indien een inwoner van België inkomsten verkrijgt, of bestanddelen van een vermogen bezit die ingevolge de bepalingen van deze Overeenkomst, niet zijnde de bepalingen van artikel 10, paragraaf 2, van artikel 11, paragrafen 2 en 7, en van artikel 12, paragrafen 2 en 6, daadwerkelijk in Polen zijn belast, stelt België deze inkomsten of deze bestanddelen van vermogen vrij van belasting, maar om het bedrag van de belasting op het overige inkomen of vermogen van die inwoner te berekenen mag België het belastingtarief toepassen dat van toepassing zou zijn indien die inkomsten of die bestanddelen van het vermogen niet waren vrijgesteld.
- b) Onder voorbehoud van de bepalingen van de Belgische wetgeving betreffende de verrekening van in het buitenland betaalde belastingen met de Belgische belasting wordt, indien een inwoner van België inkomsten verkrijgt die deel uitmaken van zijn samengetelde inkomen dat aan de Belgische belasting is onderworpen en bestaan uit dividenden die niet van Belgische belasting zijn vrijgesteld ingevolge subparagraaf c) hierna, uit interest of uit royalty's, de op die inkomsten geheven Poolse belasting in mindering gebracht van de Belgische belasting op die inkomsten.
- c) Dividenden die een vennootschap die inwoner is van België verkrijgt van een vennootschap die inwoner is van Polen, worden in België vrijgesteld van de vennootschapsbelasting op de voorwaarden en binnen de grenzen die in de Belgische wetgeving zijn bepaald.
- d) Indien verliezen die een onderneming gedreven door een inwoner van België in een in Polen gelegen vaste inrichting heeft geleden, voor de belastingheffing van die onderneming in België volgens de Belgische wetgeving werkelijk in mindering van de winst van die onderneming zijn gebracht, is de vrijstelling ingevolge subparagraaf a) in België niet van toepassing op de winst van andere belastbare tijdperken die aan die inrichting kan worden toegerekend, in zoverre als deze winst ook in Polen door de verrekening van die verliezen van belasting is vrijgesteld.

2. In Polen wordt dubbele belasting op de volgende wijze vermeden:

- a) Indien een inwoner van Polen inkomsten verkrijgt die of vermogen bezit dat overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst in België belastbaar zijn, verleent Polen:
  1. op de belasting naar de inkomsten van die inwoner een vermindering van een bedrag dat gelijk is aan de in België betaalde inkomstenbelasting, (met inbegrip van de vermindering, met betrekking tot dividenden, op de in België verschuldigde belasting naar de winst die voor de betaling van de dividenden wordt aangewend, op de voorwaarden en binnen de grenzen die in de Poolse wetgeving zijn bepaald);

2. een vermindering op de belasting naar het vermogen van die inwoner van een bedrag dat gelijk is aan de in België betaalde inkomstenbelasting;

In geen van beide gevallen mag deze vermindering echter het gedeelte van de inkomstenbelasting of van de vermogensbelasting berekend vóór het verlenen van de vermindering, dat naar het geval overeenstemt met het inkomen of het vermogen dat in België mag worden belast.

- b) Indien ingevolge enige bepaling van de Overeenkomst, het inkomen dat een inwoner van Polen verkrijgt of het vermogen dat hij bezit, in Polen is vrijgesteld van belasting, mag Polen niettemin, om het bedrag van de belasting op het overige inkomen of vermogen van die inwoner te berekenen, rekening houden met het vrijgestelde inkomen of vermogen.

## **HOOFDSTUK VI - BIJZONDERE BEPALINGEN**

### ARTIKEL 24

#### Non-discriminatie

1. Onderdanen van een overeenkomstsluitende Staat worden in de andere overeenkomstsluitende Staat niet onderworpen aan enige belastingheffing of daarmee verband houdende verplichting, die anders of zwaarder is dan de belastingheffing en daarmee verband houdende verplichtingen waaraan onderdanen van die andere Staat onder gelijke omstandigheden, inzonderheid met betrekking tot de woonplaats, zijn of kunnen worden onderworpen. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 1 is deze bepaling ook van toepassing op personen die geen inwoner zijn van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten.
2. Staatlozen die inwoner zijn van een overeenkomstsluitende Staat, worden noch in de ene noch in de andere overeenkomstsluitende Staat onderworpen aan enige belastingheffing of daarmee verband houdende verplichting, die anders of zwaarder is dan de belastingheffing en daarmee verband houdende verplichtingen waaraan onderdanen van de desbetreffende Staat onder gelijke omstandigheden zijn of kunnen worden onderworpen.
3. De belastingheffing van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft, is in die andere Staat niet ongunstiger dan de belastingheffing van ondernemingen van die andere Staat die dezelfde werkzaamheden uitoefenen. Deze bepaling mag niet aldus worden uitgelegd dat zij een overeenkomstsluitende Staat verplicht aan inwoners van de andere overeenkomstsluitende Staat bij de belastingheffing de persoonlijke aftrekken, tegemoetkomingen en verminderingen uit hoofde van de gezinstoestand of gezinslasten te verlenen die hij aan zijn eigen inwoners verleent.

4. Behalve indien de bepalingen van artikel 9, paragraaf 1, artikel 11, paragraaf 7, of artikel 12, paragraaf 6, van toepassing zijn, worden interest, royalty's en andere uitgaven die door een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat worden betaald, bij het bepalen van de belastbare winst van die onderneming op dezelfde voorwaarden in mindering gebracht, alsof zij aan een inwoner van de eerstbedoelde Staat zouden zijn betaald. Schulden van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat tegenover een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat worden, bij het bepalen van het belastbare vermogen van die onderneming, eveneens op dezelfde voorwaarden in mindering gebracht, alsof die schulden tegenover een inwoner van de eerstbedoelde Staat zouden zijn aangegaan.
5. Ondernemingen van een overeenkomstsluitende Staat, waarvan het kapitaal geheel of ten dele, onmiddellijk of middellijk, in het bezit is van, of wordt beheerst door, één of meer inwoners van de andere overeenkomstsluitende Staat, worden in de eerstbedoelde Staat niet aan enige belastingheffing of daarmee verband houdende verplichting onderworpen die anders of zwaarder is dan de belastingheffing en daarmee verband houdende verplichtingen waaraan andere, soortgelijke ondernemingen van de eerstbedoelde Staat zijn of kunnen worden onderworpen.
6. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 2 zijn de bepalingen van dit artikel van toepassing op belastingen van elke soort en benaming.

## ARTIKEL 25

### Regeling voor onderling overleg

1. Indien een persoon van oordeel is dat de maatregelen van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten voor hem leiden of zullen leiden tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van deze Overeenkomst, kan hij, onverminderd de rechtsmiddelen waarin het interne recht van die Staten voorziet, zijn geval voorleggen aan de bevoegde autoriteit van de overeenkomstsluitende Staat waarvan hij inwoner is, of indien zijn geval onder artikel 24, paragraaf 1, ressorteert, aan die van de overeenkomstsluitende Staat waarvan hij onderdaan is. Het geval moet worden voorgelegd binnen drie jaar nadat de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van de Overeenkomst, voor het eerst te zijner kennis is gebracht.
2. De bevoegde autoriteit tracht, indien het bezwaar haar gegrond voorkomt en indien zij niet zelf in staat is tot een bevredigende oplossing ervan te komen, de aangelegenheid in onderlinge overeenstemming met de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat te regelen, ten einde een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de Overeenkomst te vermijden. De overeengekomen regeling wordt uitgevoerd ongeacht de termijnen waarin het interne recht van de overeenkomstsluitende Staten voorziet.
3. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten trachten moeilijkheden of twijfelpunten die mochten rijzen met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van de Overeenkomst in onderlinge overeenstemming op te lossen.

4. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten plegen overleg omtrent de administratieve maatregelen die voor de uitvoering van de bepalingen van de Overeenkomst nodig zijn en met name omtrent de bewijsstukken die de inwoners van elke overeenkomstsluitende Staat moeten overleggen om in de andere Staat de bij de Overeenkomst bepaalde belastingvrijstellingen of -verminderingen te verkrijgen.
5. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten kunnen zich rechtstreeks met elkander in verbinding stellen voor de toepassing van de Overeenkomst.

## ARTIKEL 26

### Uitwisseling van inlichtingen

1. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten wisselen de inlichtingen uit die relevant zijn om uitvoering te geven aan de bepalingen van deze Overeenkomst of aan die van de nationale wetgeving van de overeenkomstsluitende Staten met betrekking tot de belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is, voor zover de heffing van die belastingen niet in strijd is met de Overeenkomst. De uitwisseling van inlichtingen wordt niet beperkt door artikel 1. De door een overeenkomstsluitende Staat verkregen inlichtingen worden op dezelfde wijze geheim gehouden als de inlichtingen die onder de nationale wetgeving van die Staat zijn verkregen en worden alleen ter kennis gebracht van personen of autoriteiten (daaronder begrepen rechterlijke instanties en administratieve lichamen) die betrokken zijn bij de vestiging of invordering van, de tenuitvoerlegging of vervolging ter zake van, of de beslissing in beroepszaken betrekking hebbende op de belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is. Deze personen of autoriteiten gebruiken deze inlichtingen slechts voor die doeleinden. Zij mogen van deze inlichtingen melding maken tijdens openbare rechtszittingen of in rechterlijke beslissingen.
2. In geen geval mogen de bepalingen van paragraaf 1 aldus worden uitgelegd dat zij een overeenkomstsluitende Staat de verplichting opleggen:
  - a) administratieve maatregelen te nemen die afwijken van de wetgeving en de administratieve praktijk van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;
  - b) bijzonderheden te verstrekken die niet verkrijgbaar zijn volgens de wetgeving of in de normale gang van de administratieve werkzaamheden van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;
  - c) inlichtingen te verstrekken die een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een handelswerkwijze zouden onthullen, dan wel inlichtingen waarvan het verstrekken in strijd zou zijn met de openbare orde.

## ARTIKEL 27

### Invorderingsbijstand

1. De overeenkomstsluitende Staten nemen op zich elkander hulp en bijstand te verlenen voor de betekening en de invordering van de in artikel 2 bedoelde belastingen, alsmede van de verhogingen, opcentiemen, interest, kosten en boeten van niet strafrechtelijke aard.
2. Op verzoekschrift van de bevoegde autoriteit van een overeenkomstsluitende Staat zorgt de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat, overeenkomstig de wetten en de regels welke voor de betekening en de invordering van zijn eigen belastingen van toepassing zijn, voor de betekening en de invordering van de in paragraaf 1 bedoelde belastingvorderingen die in de eerstbedoelde Staat eisbaar zijn. Zodanige vorderingen genieten geen enkel voorrecht in de aangezochte Staat en deze Staat is niet gehouden uitvoeringsmiddelen aan te wenden die niet toegestaan zijn door de wetten of de regels van de aanzoekende Staat.
3. De in paragraaf 2 bedoelde verzoekschriften worden gestaafd met een officieel afschrift van de uitvoerbare titels, eventueel vergezeld van een officieel afschrift van de administratieve of rechterlijke beslissingen die kracht van gewijsde hebben verworven.
4. Met betrekking tot belastingvorderingen waartegen beroep openstaat, mag de bevoegde autoriteit van een overeenkomstsluitende Staat, om zijn rechten te vrijwaren, de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat verzoeken de conservatoire maatregelen te nemen waarin diens wetgeving voorziet. De bepalingen van de paragrafen 1 tot 3 zijn op die maatregelen van overeenkomstige toepassing.
5. Artikel 26, paragraaf 1 is mede van toepassing op elke inlichting die ingevolge dit artikel ter kennis van de bevoegde autoriteit van een overeenkomstsluitende Staat wordt gebracht.

## ARTIKEL 28

### Leden van diplomatieke zendingen en consulaire posten

1. De bepalingen van deze Overeenkomst tasten in geen enkel opzicht de fiscale voorrechten aan die leden van diplomatieke zendingen of consulaire posten ontnemen aan de algemene regelen van het volkenrecht of aan bepalingen van bijzondere overeenkomsten.
2. Voor de toepassing van de Overeenkomst worden de leden van diplomatieke zendingen of consulaire posten van een overeenkomstsluitende Staat die in de andere overeenkomstsluitende Staat of in een derde Staat geaccrediteerd zijn en die de nationaliteit van de zendstaat bezitten, geacht inwoner van die Staat te zijn indien zij aldaar ter zake van belastingen naar het inkomen en naar het vermogen aan dezelfde verplichtingen zijn onderworpen als de inwoners van die Staat.
3. De Overeenkomst is niet van toepassing op internationale organisaties, hun organen of hun ambtenaren, noch op personen die lid zijn van diplomatieke zendingen of consulaire posten van een derde Staat, indien deze in een overeenkomstsluitende Staat verblijven en inzake belastingen naar het inkomen of naar het vermogen niet als inwoners van de ene of de andere overeenkomstsluitende Staat worden behandeld.



## HOOFDSTUK VII. - SLOTBEPALINGEN

### ARTIKEL 29

#### Inwerkingtreding

1. Elke overeenkomstsluitende Staat zal de andere overeenkomstsluitende Staat in kennis stellen van de voltooiing van de procedures die door zijn wetgeving voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst is vereist. De Overeenkomst zal in werking treden de vijftiende dag na de datum waarop de tweede kennisgeving is ontvangen.
2. De bepalingen van de Overeenkomst zullen van toepassing zijn:
  - a) op de bij de bron verschuldigde belastingen op inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld op of na 1 januari van het jaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking treedt;
  - b) op de andere belastingen geheven naar inkomsten van belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari van het jaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking is getreden;
  - c) op belastingen naar het vermogen geheven van bestanddelen van het vermogen die bestaan op 1 januari van elk jaar na dat waarin de Overeenkomst in werking is getreden.
3. De op 14 september 1976 te Brussel ondertekende Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Poolse Volksrepubliek tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en het Slotprotocol, zullen eindigen en ophouden toepassing te vinden op alle Belgische of Poolse belastingen met betrekking tot de inkomsten waarvoor deze Overeenkomst ter zake van die belastingen overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 2 uitwerking heeft.

### ARTIKEL 30

#### Beëindiging

Deze Overeenkomst blijft van kracht totdat zij door een overeenkomstsluitende Staat is opgezegd, maar elk van de overeenkomstsluitende Staten kan tot en met 30 juni van elk kalenderjaar vanaf het vijfde jaar dat volgt op het jaar waarin de Overeenkomst in werking is getreden, aan de andere overeenkomstsluitende Staat langs diplomatieke weg een schriftelijke opzegging te doen toekomen. In geval van opzegging vóór 1 juli van zodanig jaar, houdt de Overeenkomst op van toepassing te zijn:

- a) op de bij de bron verschuldigde belastingen op inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld ten laatste op 1 januari van het jaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan;

- b) op de andere belastingen geheven naar inkomsten van belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari van het jaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan;
- c) op belastingen naar het vermogen geheven van bestanddelen van het vermogen die bestaan op 1 januari van elk jaar dat volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan.

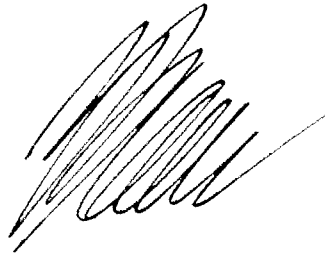
**TEN BLIJKE WAARVAN** de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

**GEDAAN** in tweevoud te Warschau, op 20 augustus 2001, in de Nederlandse, de Franse en de Poolse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk authentiek.

**VOOR HET KONINKRIJK BELGIE:**



**VOOR DE REPUBLIEK POLEN:**



## PROTOCOL

Bij de ondertekening van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Polen tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, zijn de ondergetekenden de volgende bepalingen overeengekomen die een integrerend deel van de Overeenkomst vormen.

### 1. Met betrekking tot artikel 7, paragrafen 1 en 2:

In het geval van contracten voor de studie, de levering, de installatie of constructie van handels-, wetenschappelijke of nijverheidslokalen of uitrustingen, of van openbare werken, wordt de winst die kan worden toegerekend aan een vaste inrichting gelegen in een overeenkomstsluitende Staat, met behulp waarvan een onderneming van de andere Staat haar werkzaamheid uitoefent, uitsluitend vastgesteld op basis van het gedeelte van het contract dat daadwerkelijk door de vaste inrichting wordt uitgevoerd in de overeenkomstsluitende Staat waar deze vaste inrichting is gelegen.

### 2. Met betrekking tot artikel 12, paragraaf 3:

Voor de toepassing van artikel 12, paragraaf 3 van de Overeenkomst worden de vergoedingen betaald voor technische bijstand of technische diensten die belastbaar zijn overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 of van artikel 14, naar het geval, niet in aanmerking genomen als vergoedingen voor inlichtingen omtrent een ervaring opgedaan op het gebied van nijverheid, handel of wetenschap.

Indien het contract dat aanleiding geeft tot het betalen van vergoedingen echter zowel betrekking heeft op de mededeling van inlichtingen als op het verlenen van technische bijstand of het verrichten van technische diensten, doch de mededeling van inlichtingen verreweg het belangrijkste deel vormt van het contract en het verlenen van technische bijstand of het verrichten van technische diensten slechts een zuiver bijkomstig karakter heeft, worden die vergoedingen in hun geheel beschouwd als royalty's.

### 3. Met betrekking tot artikel 27 en 29:

In afwijking van artikel 29, paragraaf 2, zullen de bepalingen van artikel 27 van de Overeenkomst van toepassing zijn:

- a) op de bij de bron verschuldigde belastingen op inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld op of na 1 januari van het vijfde jaar dat volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking is getreden;
- b) op de andere belastingen geheven naar inkomsten van belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari van het vijfde jaar dat volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking is getreden;

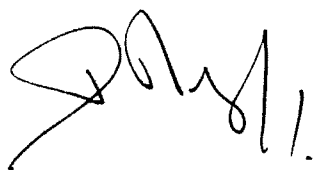
- c) op belastingen naar het vermogen geheven van bestanddelen van het vermogen die bestaan op 1 januari van het vijfde jaar dat volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking is getreden.

**TEN BLIJKE WAARVAN** de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun respectieve Regeringen, dit Protocol hebben ondertekend.

**GEDAAN** in tweevoud te Warschau....., op 20 augustus 1921....., in de Nederlandse, de Franse en de Poolse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk authentiek.

**VOOR HET KONINKRIJK BELGIE:**

**VOOR DE REPUBLIEK POLEN:**



D. REYNDERS



M. BAUC